

LES POLITIQUES NATIONALES D'EDUCATION ENTRE LE GLOBAL ET LE LOCAL

Annie VINOKUR

*Centre d'Études et de Recherche en Économie du Développement
Université de Paris-X-Nanterre, France*

Résumé

Depuis le milieu du XX^e siècle, les politiques d'éducation sont considérées comme un facteur déterminant des performances macro-économiques, et donc étroitement liées aux transformations économiques du monde. Après une période où ces politiques, nationales, étaient axées sur la croissance et le développement, les systèmes éducatifs sont entrés dans les années 1980 dans une zone de turbulence qui reflète les nouveaux enjeux économiques et sociaux de la compétitivité dans un monde « globalisé ». D'un côté, les stratégies de capitaux concentrés et mobiles qui génèrent une nouvelle division internationale du travail et une demande de main-d'œuvre compétente et flexible dont ils peuvent désormais s'exonérer de la charge de la formation. De l'autre, les aspirations des populations à plus de liberté de choix et d'autonomie locale. L'apparente convergence de ces deux mouvements tend à affaiblir le rôle des États dans le pilotage des systèmes éducatifs, à faire passer l'instruction du statut d'institution à celui de service banalisé, ouvert à la pénétration des capitaux. Mais, dans des espaces où les inégalités de revenus s'accroissent, l'extraversion et la segmentation des systèmes éducatifs qui en résultent menacent une « cohésion sociale » qu'il s'agit pourtant de mobiliser au service de la compétitivité des territoires. D'où un effort, encore timide, pour réhabiliter l'éducation comme « bien public » relevant de l'intérêt général et donc du débat politique dans des espaces qui pour-

raient ne plus être ceux des États-Nations. Mais la tendance la plus forte actuellement paraît aller dans le sens de la construction, sur les ruines des systèmes éducatifs nationaux, d'un système éducatif « global », polarisé et hiérarchisé sur le modèle des firmes-réseaux multinationales, et limité à la force de travail directement utile à l'accumulation, le reste des populations relevant des programmes d'éducation dans le cadre de la « lutte contre la pauvreté ».